UCLG DAEJEON 10-14 OCT 2022

UCLG CONGRESS
WORLD SUMMIT OF LOCAL AND REGIONAL LEADERS

L’heure d’un nouveau contrat social :

Rétablir la confiance envers les gouvernements locaux

#CitiesAreListening

Town Hall Track

DOCUMENTS POLITIQUES

Un document politique préparé pour le Congrès mondial et Sommet des dirigeants locaux et régionaux de CGLU

Daejeon, Corée
10-14 octobre 2022

Présenté par

L'Assemblée générale des partenaires (GAP)
Le Partenariat pour un gouvernement ouvert
Fixed Africa
International IDEA
ONU-Habitat, Bureau de New York
Caucus des jeunes, des féministes et de l'accessibilité

#CitiesAreListening

Le Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de 2022 et le Congrès de CGLU définiront les priorités du mouvement municipal international par l'adoption du Pacte pour l'avenir, une stratégie pluriannuelle qui constituera notre contribution au Programme commun des Nations Unies et au Sommet de l'avenir. Le Congrès constituera une plateforme pour toutes les parties prenantes, qui relie les agendas locaux et mondiaux, pour venir co-créer les communautés du futur, avec la notion centrale de soin dans tous les processus.

Une attention particulière sera accordée à la création d'un espace de dialogue structurel avec d'autres collectifs et parties prenantes, notamment la société civile. Les résultats de ce dialogue formeront un corpus de recommandations politiques intégrées offrant à la fois des priorités ascendantes au niveau continental et des priorités spécifiques à chaque région. Le Sommet fournira un espace pour relier l'agenda du mouvement municipal mondial et celui des collectifs connexes.

Le circuit Town Hall a été mis en place à cette fin, avec des discussions au plus haut niveau, menées par une société civile organisée. Le Town Hall de CGLU est un espace de dialogue et d'interaction entre les organisations de la société civile au niveau international et les dirigeants politiques des gouvernements locaux et régionaux. Il permet de définir conjointement nos politiques globales en s'appuyant sur les expériences Live Learning et #CitiesAreListening, qui ont alimenté l'agenda politique de CGLU. Conduit par la société civile, il permet à différentes parties prenantes internationales de collaborer à la définition des priorités politiques et à la localisation des agendas mondiaux. Alors que nous sommes confrontés à un scénario sans précédent de défis interconnectés, nous devons nous appuyer sur des partenariats, les renforcer et les améliorer, afin d'en sortir unis. L'objectif n'est pas seulement d'inviter les partenaires à nous rejoindre, mais de collaborer au monde que nous construisons. Aucun acteur ou sphère de gouvernement ne peut réaliser seul la transformation dont nous avons besoin.

Le Town Hall 2022 de CGLU a renouvelé le dialogue structuré entre les gouvernements locaux et régionaux et la société civile au niveau international. Il est renforcé par la présence de partenaires internationaux et de trois caucus transversaux (jeunesse, féminisme et accessibilité) et par la contribution des Conseillers UBUNTU de CGLU. Les thèmes du Town Hall sont directement liés au Pacte pour l'avenir de CGLU et à ses trois axes : Personnes, Planète et Gouvernement et reflètent les priorités et les objectifs inclus dans le Programme commun du Secrétaire général de l'ONU.

Les Town Halls 2022 de CGLU se concentrent sur : les biens communs mondiaux et la redéfinition des services publics et de la notion de ce qui est public et de ce qui devrait être considéré comme faisant partie des biens communs ; la confiance et le gouvernement et la définition de la manière dont nous allons regagner la confiance dans le secteur public et redéfinir nos institutions ; les systèmes de soins et la compréhension de ce dont nous avons besoin pour renouveler notre contrat social afin de mettre les soins au centre de nos villes et territoires ; et le climat et la culture pour garantir que

notre planète et les générations futures soient protégées par la culture en tant qu'épine dorsale de nos sociétés et moteur du développement durable.

Résumé exécutif

Depuis peu, les institutions gouvernementales et les citoyen·n·e·s connaissent une crise de confiance. En réponse à cette situation et à la conjoncture mondiale, le Secrétaire général des Nations unies a identifié douze piliers sur lesquels élaborer un nouveau contrat social pour le 21e siècle. L'instauration de la confiance est au cœur de cet effort.

Ce document de politique générale plaide pour le lancement de ce processus au niveau urbain, car les villes rassemblent la majorité de la population mondiale d'aujourd'hui et de demain. Leurs gouvernements sont les plus proches de la population, ce qui leur confère un important potentiel pour mettre en œuvre les mesures systémiques qui constitueront un nouveau contrat social. Il devra reconstruire la confiance envers le gouvernement local, et appliquer ses résultats aux niveaux supérieurs de gouvernement.

Cependant, pour élaborer un nouveau contrat social, il faut relever trois défis (abordés dans ce document) et disposer d'un environnement favorable régi par les principes d'inclusion, d'engagement des citoyen·n·e·s et de subsidiarité entre les gouvernements. Sur la base de ces conditions, les auteurs proposent cinq recommandations : 1. Rédiger un nouveau contrat social, 2. Élaborer un manuel ou un code pour guider sa mise en œuvre, 3. Reconnaître les personnes et les lieux qui ont adopté le nouveau contrat social, 4. Travailler en collaboration, établir un processus de recherche et d'évaluation pour diffuser et contrôler les meilleures pratiques dans le cadre du nouveau contrat social, 5. Canaliser les résultats par le biais de la Global Taskforce vers des réunions internationales, notamment le Sommet du futur.

Table des matières

#CitiesAreListening 3

Résumé exécutif 4

Table des matières 5

Préface 6

Le défi 10

Un environnement propice 12

Recommandations pour un nouveau contrat social visant à rétablir la confiance 21

La voie à suivre 24

« Foederis aequas/Dicamus lege »

(Énonçons les lois équitables du pacte)
(épigramme de Jean Jacques Rousseau, Du contrat social (1762)

Préface

Depuis peu, les institutions gouvernementales et les populations connaissent une crise de confiance. Le Secrétaire général des Nations unies, dans son discours annuel intitulé « Notre Programme commun », a mis en évidence ce phénomène. Il observe que « Les gens se détournent chaque jour davantage des valeurs de confiance et de solidarité — c'est-à-dire des valeurs dont nous avons précisément besoin pour reconstruire notre monde et assurer à nos semblables et à la planète un avenir meilleur et durable . ». Il a appelé à un nouveau contrat social reposant sur douze piliers. « Bâtir la confiance », tant interpersonnelle qu'institutionnelle, est au cœur de son appel.

Ce document d'orientation politique, rédigé par des membres de la société civile avec la contribution d'unités de l'ONU, se concentre sur la reconstruction de la confiance institutionnelle. Nous pensons que « la confiance est le fondement sur lequel repose la légitimité des institutions démocratiques. La confiance est essentielle pour garantir le succès d'un large éventail de politiques publiques qui dépendent des réponses comportementales des citoyen·n·e·s. Par exemple, la confiance des citoyen·n·e·s conduit à un plus grand respect des mesures de santé publique, des réglementations et du système fiscal. À plus long terme, la confiance est nécessaire pour aider les gouvernements à relever les défis sociétaux à long terme tels que le changement climatique, le vieillissement des populations et l'évolution des marchés du travail » . Nous nous engageons à lancer cette discussion en mettant l'accent sur les villes et les accords réciproques entre les résident·e·s et leurs gouvernements.

L'importance de la confiance dans les pouvoirs publics

« S'ils bénéficient de la confiance du public, ils peuvent gouverner au quotidien et relever les grands défis d'aujourd'hui et de demain : les crises sanitaires et économiques actuelles, l'accroissement persistant des inégalités, le vieillissement de la population, les progrès technologiques et la menace existentielle que pose le changement climatique. Un degré de confiance suffisamment élevé à l'égard des institutions peut aider les gouvernements à réduire les coûts de transaction — dans la gouvernance, la société et l'économie — et à garantir le respect des politiques publiques. En outre, la confiance peut favoriser les investissements publics dans des réformes et des programmes ambitieux qui s'avéreront plus fructueux. Dans les pays démocratiques, une confiance modérée, ainsi qu'un contrôle public équilibré, peuvent contribuer à renforcer l'importance des normes et des institutions démocratiques. » [1]

[1] Elsa Pilchowski, ,*Building Trust to Reinforce Democracy,* Paris: OCDE juillet 2022. https://www.oecd-ilibrary.org/sites/b407f99c-en/index.html?itemId=/content/publication/b407f99c-en

La perte de confiance a évolué et s'est aggravée au fil du temps. De multiples événements l'ont exacerbée au niveau mondial et national. La récession de 2008, les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, les migrations massives, la pandémie, l'inflation croissante, les inégalités, l'émergence de leaders populistes et l'utilisation généralisée des médias sociaux pour amplifier la désinformation continue de l'alimenter.
Aujourd'hui, tous les secteurs de la société ressentent ce manque de confiance, notamment les femmes, les personnes issues de milieux à faibles revenus, les personnes handicapées, les minorités et les jeunes. La perte de confiance de ce dernier groupe, celui des jeunes, est particulièrement inquiétante, car la désaffection politique et la perte de confiance dans la démocratie pourraient avoir de fortes répercussions à long terme sur la qualité des institutions et du système politique mis en place pour vivre en paix. En Espagne, par exemple, une étude a montré que 92 % des jeunes ne se sentent pas représentés par les partis politiques.[2]

Des différences au niveau de la confiance apportée existent également parmi les groupes mentionnés ci-dessus auprès de différentes agences gouvernementales (par exemple, la police, l'éducation, les services pour l'emploi). La figure 1 illustre ce phénomène.

À tous les niveaux de gouvernement, l'incapacité réelle et perçue à fournir des services de base, à fonctionner de manière équitable, transparente et inclusive, et à fournir des informations fiables et accessibles sont source de méfiance. Et ces conditions créent une « boucle de méfiance » ou « déficit de confiance », qui constitue un obstacle à la croissance économique, à l'innovation numérique et à la cohésion sociale.[3] Par exemple, lorsqu'il existe un faible niveau de confiance envers le gouvernement local, les habitant·e·s sont moins susceptibles de répondre positivement aux conseils techniques, que ce soit sous la forme de politiques, d'arrêtés ou de règlements. Dans de nombreux cas, cela perpétue et intensifie des comportements tels que la construction sous les lignes d'inondation, jeter des déchets hors des zones prévues, l'usage abusif des systèmes d'eau, ou encore refuser d'utiliser les services de santé publique préventifs.

Dans ces conditions, les résultats sont tangibles. Parmi les citoyen·n·e·s, la méfiance se traduit par une faible participation électorale, un manque de respect des règles, une évasion fiscale, un comportement obstructif sans proposer de solutions, un rejet automatique des décisions du gouvernement, des discours haineux sur les médias sociaux et, dans le pire des cas, la violence.[4] Dans le même temps, les responsables gouvernementaux peuvent être fatigués d'essayer de répondre à des demandes qu'ils ne peuvent satisfaire et se renfermer. Ils deviendront plus défensifs, en proie au clientélisme.

---

[2] « Une enquête macro reflète que 92 % des jeunes ne se sentent pas entendus par les partis politiques ». Ser, 7 juillet, 2021.https://cadenaser.com/programa/2021/07/22/hoy_por_hoy/1626930334_751590.html
[3] McDermott B. (2019). *Trust is at breaking point. It's time to rebuild it*. https://www.weforum.org/agenda/2019/01/trust-is-at-breaking-point-it-s-time-to-rebuild-it/
https://academic.oup.com/joc/article/71/2/163/6252344
[4] Terry Flew, « The Global Trust Deficit, A Communications Perspective on Trust in the Time of Global Pandemics » *Journal of Communication, 71:2, avril 2021.*

Baisse du taux de participation électorale

« Cela s'inscrit dans une tendance générale, indépendamment de toute autre chose, d'observer que la participation est en baisse au niveau international, et c'est particulièrement difficile au niveau des gouvernements locaux. Et je pense que si l'on retourne la question dans l'autre sens, il est utile de réfléchir aux raisons pour lesquelles nous savons que les gens iront voter. Nous savons qu'ils votent lorsqu'ils ont été socialisés pour voter, ce qui est une partie du défi auquel nous sommes confrontés, mais nous savons aussi qu'ils votent lorsqu'ils s'intéressent aux questions, lorsqu'ils pensent que la compétition est vraiment serrée, lorsqu'ils sentent que leur vote va faire la différence, ou lorsqu'il y a un très bon profil pour l'élection ».[5]

Violence

« Les manifestations dans des villes aussi diverses que Beyrouth, Santiago, Paris, Hong Kong, Delhi et des villes des États-Unis, qui ont dominé les médias du monde entier, avaient des causes immédiates variées, allant de l'augmentation des tarifs de bus et de train au Chili, à la brutalité policière à caractère racial aux États-Unis, aux taxes sur le diesel en France, aux protestations des agriculteurs contre les réformes agricoles en Inde, à une proposition de taxe sur l'utilisation de l'application WhatsApp au Liban, et au projet de loi sur l'extradition entre Hong Kong et la Chine. Mais toutes ces manifestations de rue diverses, qui ont diminué, mais ne se sont jamais arrêtées avec les confinements liés au COVID, reflètent une méfiance et un mécontentement généralisés à l'égard des pratiques de gouvernement habituelles, ainsi que la demande d'une plus grande responsabilité de la part des classes politiques dans ces villes [6] Pour un autre exemple, consultez https://www.theguardian.com/news/2017/may/05/the-fight-disability-rights-protestors-in-bolivia-on-the-barricades qui rapporte la situation des personnes handicapées en Bolivie. Leur porte-parole a bien saisi leur niveau de méfiance : « Nous voulons être traités avec égalité comme n'importe quel citoyen bolivien. Nous voulons que le gouvernement nous traite comme des citoyens, qu'il nous donne la possibilité de travailler. Nous ne voulons plus de morts silencieuses. Nous voulons que la société nous inclue, et aussi qu'elle prenne soin de nous. Nous espérons simplement que le gouvernement ne nous mentira pas à nouveau . »[7]

[5] Janine Hayward, « Q+A: Why Do So Few People Vote in Local Elections? » *Politics & Society,* 4 septembre 2019, https://www.thebigq.org/2019/09/04/qa-why-do-so-few-people-vote-in-local-elections/

[6] Terry Flew, « The Global Trust Deficit Disorder: A Communications Perspective on Trust in the Time of Global Pandemics, » *Journal of Communications,* 71:2, avril 2021 https://academic.oup.com/joc/article/71/2/163/6252344

[7] Jonathan Watts, « Bolivia's Caravan of Courage Leaves a Bittersweet Legacy for Disabled Protesters, » *The Guardian,* 5 mai 2017 https://www.theguardian.com/global-development/2017/may/05/bolivia-caravan-of-courage-bittersweet-legacy-disabled-protesters-the-fight-documentary

Figure 1. La méfiance engendre la violence

Le manque de confiance affecte des préoccupations plus larges. Il indique « que nous sommes incapables de faire face aux menaces bien plus importantes que sont le réchauffement climatique et la dévastation de l'environnement, quels que soient les miracles d'ingénierie que nous découvrirons, car nous manquons de la solidarité et de la confiance nécessaires pour faire face à ces menaces et garantir la survie de l'espèce humaine[8] ».

Le défi

La confiance est essentielle au bon fonctionnement d'une démocratie, une forme de gouvernement fondée sur un contrat social ou un accord entre les parties concernant leurs responsabilités et leurs droits réciproques. Pour instaurer la confiance, il faut relever trois défis, qui consistent à définir et à adopter des responsabilités réciproques entre les parties — le gouvernement et les résident·e·s. Nous énumérons ici les défis à relever au niveau local, étant entendu que nous pouvons les appliquer aux niveaux supérieurs de gouvernement.

Le premier défi est de faciliter une compréhension mutuelle entre toutes les parties des responsabilités et des droits du gouvernement local qui englobent les rôles suivants :

- Prestataire (offre des services et des programmes).
- Éducateur (offre des informations et des connaissances).
- Innovateur (fournit de nouvelles façons de faire les choses).
- Régulateur (élabore des règles pour organiser les lieux ou protéger les résident·e·s, par exemple le zonage, l'octroi de licences).
- Exécuteur (détecte les irrégularités et en applique les conséquences).

[8] Richard H. Cantor, « Mistrust in Government Can Be Fatal, » *New York Times,* 20 février 2022 https://www.nytimes.com/2022/02/20/opinion/letters/mistrust-government.html

Dans l'exercice de ces rôles, les gouvernements locaux doivent présenter les caractéristiques de base ou fondamentales suivantes :

- *Humanité* : le gouvernement local se soucie véritablement du bien-être de ses administré·e·s. Cela inclut le respect et la protection des droits humains de ses résident·e·s, tout en faisant preuve d'empathie, de gentillesse, d'équité et de justice, résumées en un seul mot, la bienveillance.
- *Transparence* : le gouvernement local partage des informations dans un langage clair concernant les choix et les motifs relatifs au budget, aux politiques, aux programmes. Il permet aux résident·e·s de réagir à ces décisions et tout au long du processus de mise en œuvre de toute décision
- *Capacités* : le gouvernement local est efficace et efficient dans la prestation de services et dans l'exercice de ses fonctions légales (ou mandatées)
- *Fiabilité* : le gouvernement local offre une prestation adéquate, cohérente et régulière de services et de programmes à travers les régions, les plateformes et les populations.

Le deuxième défi est de parvenir à une compréhension mutuelle entre toutes les parties des responsabilités et des droits des résident·e·s, qui englobent les éléments suivants :

- Utiliser pacifiquement les droits civils et les mécanismes de participation politique pour faire vivre les démocraties et les sociétés.
- Respecter la loi, et dans le cas où la loi est perçue comme injuste, faire usage des mécanismes publics pour influencer des changements et la prise de décision associée.
- Participer à la vie politique et sociale de la polis et garantir des comportements civiques.
- S'informer sur les programmes politiques et aller voter.
- Faire un usage conscient des ressources publiques et profiter des opportunités offertes par les institutions.
- Demander des comptes à leurs gouvernements via des mécanismes et des plateformes inclusifs, transparents et accessibles.

Contribution à la légitimité vs Résultats de la légitimité

L'Union européenne a pris conscience que sans une participation effective des citoyen·n·e·s et leur implication dans la communication de ses activités, démontrant ainsi que les opinions des citoyen·n·e·s comptent malgré le système représentatif, elle ne parviendrait pas à instaurer la confiance ni la légitimité. C'est pourquoi, à ce stade, l'institution a commencé à investir dans la « contribution » à la légitimité plutôt que dans les résultats. Cela signifie qu'elle bâtit la confiance en ayant une conversation bidirectionnelle avec les citoyen·n·e·s européen·n·e·s, en informant constamment des activités dans un vocabulaire simple. La campagne together.eu ou la Conférence sur l'avenir de l'Europe en sont des exemples. Bien que l'on parle de différents niveaux politiques, le fossé entre le/la citoyen·n·e et l'institution est toujours d'actualité, et tous les citoyen·n·e·s n'ont pas le sentiment que leurs institutions locales sont présentes, ni ne savent comment communiquer avec elles. De plus, les visites institutionnelles sont parfois axées sur les parties prenantes (clubs, entités, entreprises,…) et un·e·citoyen·n·e ne faisant partie d'aucune organisation a plus de mal à se faire entendre, à s'engager ou à collaborer.

Un environment propice

Les gouvernements locaux sont, en effet, « en première ligne pour fournir des services et restaurer la confiance dans le gouvernement » [9] .Les gouvernements locaux sont, en effet, « en première ligne pour fournir des services et restaurer la confiance dans le gouvernement » [10]. Ils sont plus proches des résident·e·s et sont plus à même d'interagir directement avec eux. Cela peut potentiellement être problématique, car le gouvernement local est aussi souvent le visage le plus visible des échecs du gouvernement à tous les niveaux ou de ceux qui occupent les autres niveaux. Dans le modèle ci-dessous, il est suggéré d'inverser la position traditionnelle du gouvernement local à la base d'une pyramide hiérarchique dont le sommet est constitué par les gouvernements nationaux ou régionaux, et de placer ainsi le gouvernement local, et les personnes qu'il sert, au sommet. Les autres niveaux de gouvernement sont considérés comme fournissant un soutien à la prestation de services au niveau local, tandis que le gouvernement local est responsable de la création et du maintien de boucles de rétroaction qui normalisent le dialogue et permettent des politiques et des budgets réactifs. Ce modèle encourage également la responsabilité partagée, dans laquelle le succès est mesuré de manière inclusive, participative et pratique. Voir la figure 3.

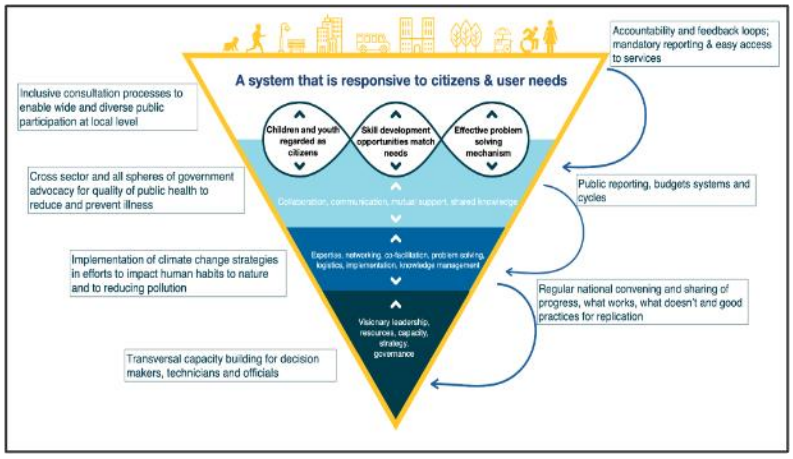


Figure 2. Un gouvernement local transformé

Les villes abritent 55 % de la population mondiale, soit 4,2 milliards d'habitants. D'ici 2050, ces chiffres atteindront probablement 70 %, avec quelque 7 milliards de citadins[11]. Ainsi, alors que la population urbaine doublera presque, elle a un fort potentiel pour mettre en œuvre des mesures systémiques qui constitueront un nouveau contrat

[9] Voir Article 9. *La Convention relative aux droits des personnes handicapées pour une définition de l'accessibilité* https://treaties.un.org/doc/source/docs/A_RES_61_106-E.pdf et les commentaires généraux sur l'article 9 https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/033/13/PDF/G1403313.pdf?OpenElement

[10] O'Leary, Agarwal et Welles, « Trust in State and Local Government », *Deloitte Insights,* 21 septembre 2021.https://www2.deloitte.com/xe/en/insights.html

[11] Département des affaires sociales et économiques, Perspectives de l'urbanisation dans le monde 2018 Faits marquants, New York : Nations Unies, 2019..
https://population.un.org/wup/Publications/Files/WUP2018-Highlights.pdf

social[12]. Cela ne peut se faire qu'en adoptant une approche transformatrice qui établisse de nouveaux principes pour les relations transversales au sein du gouvernement local, entre les différents niveaux de gouvernement et, surtout, entre les résident·e·s et les utilisateurs·trices des villes.

Trois principes constituent le fondement du nouveau contrat social que nous proposons. La première série de principes concerne la détermination de la prestation actuelle et future des services au sens large et fait référence à des concepts de droits convenus au niveau mondial.

Principe 1. Faire participer les résident·e·s à la résolution des problèmes et à l'élaboration des politiques grâce à la transparence et à l'accès à des informations et des données utiles, en favorisant un engagement généralisé et significatif, en incluant consciemment les groupes sous-représentés, et en soutenant l'espace civique pour le dialogue, l'expression des idées, la cocréation de politiques et de programmes, et le partenariat sur divers projets.

1. **S'engager dans un partage fréquent, transparent et précis de l'information. Communiquer régulièrement avec les résident·e·s par le biais de multiples canaux et formats accessibles. Les bulletins d'information, les réseaux sociaux, la radio, la télévision et l'affichage sont des approches courantes. L'utilisation des téléphones portables est un outil de plus en plus efficace. Les communications doivent également prévoir un espace pour entendre et écouter les points de vue des résident·e·s. Les applications pour téléphones portables sont utiles à cet égard. Il est essentiel d'améliorer l'accessibilité des communications en cas de crise. Une communication efficace entre les agences municipales est également importante pour transmettre des messages clairs aux habitant·e·s sur les activités, les politiques et les programmes de l'administration locale. Il convient de noter que, si elle n'est pas gérée de manière responsable, l'utilisation croissante des technologies numériques à des fins de surveillance ou autres a suscité de vives inquiétudes quant à la protection de la vie privée des citoyen·n·e·s. Elle a également laissé de côté ceux et celles qui ont du mal à se connecter. Un accès limité aux plateformes, aux technologies ou aux appareils constitue un obstacle durable à l'égalité d'accès.**

Providence, Rhode Island, États-Unis

En 2013, la ville a lancé un portail de réunions ouvertes, puis un portail de données ouvertes qui fournit des informations sur les activités de la ville, allant des registres de police aux dépenses budgétaires et aux comptes rendus de réunions. Le portail

[12] Banque mondiale, Aperçu du développement urbain
https://www.worldbank.org/en/topic/urbandevelopment/overview#1

comprend également des cartes importantes : plaines inondables, projets de budget d'investissement et espaces ouverts/parcs.[13] https://data.providenceri.gov/ https://media.erepublic.com/document/GOV14_BRIEF_Accela_Legislative-V.PDF

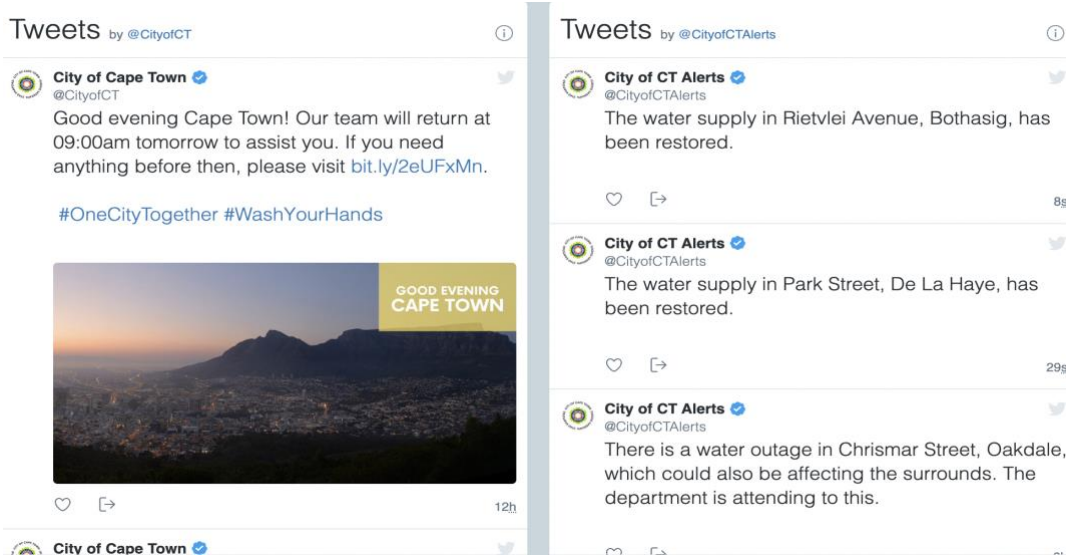
Chula Vista, Californie, États-Unis - Groupe de travail Technologie et Conseil

Sélectionné à l'issue d'un processus de consultation communautaire, ce groupe de 12 membres, composé de résident·e·s spécialisé·e·s dans la technologie, l'application de la loi, les petites entreprises et les droits civils, est chargé de formuler des recommandations sur l'utilisation de la technologie par la ville et de rendre compte au conseil municipal à l'automne 2022. L'une de ses premières tâches est d'évaluer les résultats d'une enquête d'opinion publique menée en anglais, en espagnol et en tagalog sur les réponses au programme « Drone First Responder » de la ville, institué par le service de police. C'est le seul programme municipal autorisé par la Federal Aviation Administration des États-Unis à utiliser des drones de manière proactive, ainsi que sur d'autres moyens de protéger la vie privée des personnes. La ville a également engagé un cabinet d'affaires publiques pour aider le groupe de travail et la ville à élaborer un plan de ville intelligente par le biais d'une large consultation au sein du gouvernement et parmi les membres de la communauté. Toutes les réunions du groupe de travail sont ouvertes au public.[14]

Le Cap, Afrique du Sud - Communications

La ville du Cap utilise plusieurs outils de communication. Son compte twitter rapporte des informations importantes sur un large éventail de préoccupations de la ville/des citoyen·n·e·s, notamment les services (et les pannes de service), les réunions publiques, la criminalité et les opportunités éducatives.

[13] Ville de Providence, Open Data Portal, https://data.providenceri.gov/;
[14] « Le groupe de travail sur la vie privée se réunit le 25 avril », https://www.chulavistaca.gov/Home/Components/News/News/3463/3175 Département de police de Chula Vista, systèmes aériens sans pilote (UAS), programme « Drone as First Responder » (DFR) https://www.chulavistaca.gov/home/showpublisheddocument/21833/637448449053100000#:~:text=The%20Chula%20Vista%20Police%20Depart Madaffer Enterprises, « Chula Vista Case Study, » https://www.madaffer.com/case-study-chula-vista/



Une évaluation a montré que les citoyen·n·e·s étaient satisfait·e·s de cette approche.

Foli, Matilda & Van Belle, Jean-Paul. (2015). Utilisation des téléphones mobiles pour la participation publique avec le gouvernement local au Cap. 1-10. 10.1109/ISTAFRICA.2015.7190526.

Buenos Aires, Argentine - Transparence des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire

Dans le cadre de son plan d'action 2017 de PGO, Buenos Aires s'est engagée à rendre plus transparent le travail des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi que du médiateur. Ce faisant, les quatre institutions ont établi un plan pour ouvrir le cycle de vie des politiques publiques, le cycle de vie du processus législatif, des indicateurs sur la gestion des tribunaux locaux ainsi que des informations sur les plaintes et leurs réponses faites au Médiateur. Les informations ont été présentées dans des formats de données ouvertes lorsque cela était possible, afin de garantir leur réutilisation

2. Soutenir des processus institutionnalisés qui sont inclusifs, participatifs et accessibles pour inclure consciemment les points de vue des résident·e·s dans la formulation, l'exécution et l'évaluation des politiques, programmes et pratiques. Ces processus donnent l'occasion à diverses voix d'être entendues et prises en compte sur les questions qui comptent pour les résident·e·s et leur permettent de partager leur expertise, leurs connaissances, leurs idées, leurs préoccupations et leurs expériences. Ils peuvent offrir aux gouvernements locaux de nouvelles perspectives, informations et idées qui se traduisent par des politiques et des services mieux conçus, plus pratiques et pertinents, et fournis de manière plus efficace et efficiente. Les processus inclusifs renforcent la légitimité de la prise de décision et favorisent l'appropriation des politiques et des programmes en permettant aux gens de définir les priorités et de participer à la prise de décision, ce qui leur permet de s'approprier davantage les solutions et la responsabilité.[15]

[15] Sans auteur, *Promoting Inclusive Government Consultation*, https://www.sdgaccountability.org/working-with-formal-processes/promoting-inclusive-government-consultations/, Lindsay Pico Alfano, *Six Ways*

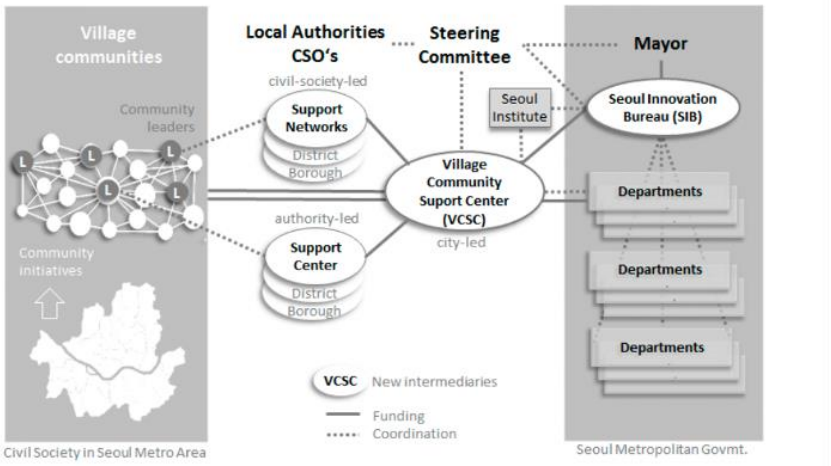
Budget participatif

Lancée en 1989 à Porto Alegre, au Brésil, plus de 1 500 villes dans le monde ont adopté la pratique consistant à permettre aux citoyen·n·e·s de décider comment une partie du budget municipal sera dépensée. De Yaoundé, au Cameroun, à Rosario, en Argentine, en passant par Berlin, en Allemagne, et New York, aux États-Unis, les participant·e·s suivent un processus standard : les résident·e·s réfléchissent à des idées de dépenses, des délégué·e·s bénévoles les transforment en propositions, les résident·e·s votent sur ces propositions et les gouvernements adoptent les meilleures idées. [16]

En 2017, Madrid, en Espagne, s'est engagée à étendre son budget participatif et à améliorer son engagement et la transparence de ce processus dans le cadre du plan d'action local de son PGO. Ainsi, au cours de cette année, 67 133 résident·e·s ont participé au processus de budget participatif qui a généré plus de 3 200 propositions publiques, soit une augmentation de 47 % par rapport à l'année précédente. En 2021, 50 millions d'euros ont été alloués pour être décidés par les habitant·e·s de Madrid à travers le budget participatif.

Communautés de villages à Séoul, Corée

En 2012, le conseil municipal de Séoul a adopté une loi autorisant la création de communautés de villages dans les 25 districts administratifs de la ville, sous la juridiction du Bureau de l'innovation du gouvernement métropolitain de Séoul. La loi a également autorisé la création de centres de soutien aux communautés villageoises pour aider les groupes. En l'espace de deux ans, près de 2 000 groupes de voisinage ont vu le jour



Cities Can Promote Diversity, Equity and Inclusion, https://govlaunch.com/stories/6-ways-cities-can-promote-diversity-inclusion-and-equity, Sans auteur, « Promoting Inclusive Government Consultations, » *SDG Handbook,* https://www.sdgaccountability.org/working-with-formal-processes/promoting-inclusive-government-consultations/ ,Center for Public Impact, *Innovation in the Face of Crisis,* September 2020, https://www.centreforpublicimpact.org/assets/documents/CPI_Innovation-in-the-face-of-crisis_EN_FINAL.pdf , Ville de New York, Rapport d'activité du maire, Ville de New York : Bureau du maire chargé des opérations, 2022.. https://dmmr.nyc.gov/ , , site Web du Partenariat budgétaire international https://internationalbudget.org/

[16] Cat Johnson, « 15 Participatory Budget Projects that Give Power to the People »,… 8 octobre 2014 https://www.shareable.net/15-participatory-budgeting-projects-that-give-power-to-the-people/?gclid=Cj0KCQjw4PKTBhD8ARIsAHChzRKh6yiRZQ3fFioSImQPgeKgpnPC_cAaNsEJ_ERodZiDRuPn1CjMSZUaApT0EALw_wcB

pour faire des suggestions de projets susceptibles d'améliorer leur qualité de vie. Parmi les projets autorisés figurent l'amélioration de l'environnement résidentiel et du paysage, la création d'espaces publics, d'installations culturelles et de réunions communautaires, d'écoles et le soutien aux petites entreprises. Sur la base des conseils d'un comité de citoyen·n·e·s, le maire finance les projets qui entrent dans le cadre du budget de la ville. Voir Figure 3

Figure 3. Organisation des communautés de village. Source : Wolfram https://sciforum.net/paper/view/2703

Les « yeux et les oreilles » dans l'État de Kaduna, Nigeria

Afin d'améliorer la prestation des services et des infrastructures publics, l'État de Kaduna a engagé les résident·e·s dans le suivi de la prestation. Les citoyen·n·e·s sont les yeux et les oreilles du gouvernement pour surveiller les services publics et signaler l'état des hôpitaux, des écoles, des infrastructures d'eau et d'assainissement, etc. Par exemple, une mère inquiète a envoyé des commentaires via son téléphone portable aux dirigeant·e·s du gouvernement, afin qu'ils puissent réparer une clinique de soins de santé dans sa communauté, pour que tout le monde, en particulier les femmes, puisse avoir accès aux services de santé. Cette plateforme de rétroaction a été développée en 2018 dans le cadre du plan d'action local du PGO de l'État de Kaduna, qui visait à donner aux citoyen·n·e·s une voix dans la gouvernance et à rendre le gouvernement plus réactif à leurs priorités, à renforcer la confiance mutuelle entre le gouvernement et les citoyen·n·e·s et à inclure tous les membres de la société, y compris les personnes vivant avec un handicap, et à promouvoir une meilleure prestation de services.

3. **Servir de médiateur dans les conflits qui surviennent parmi les résident·e·s, parmi les agences municipales, et entre les agences municipales et les résident·e·s. En raison de l'importance de leur population et de la complexité de leurs structures de gouvernance, les différences sont constamment présentes dans le Nord comme dans le Sud, qu'il s'agisse de questions internes (par exemple, l'allocation d'un budget pour un service particulier) ou de circonstances externes (contestation de conflits**

nationaux ou mondiaux). Par exemple, les conflits relatifs à l'utilisation et aux titres fonciers sont monnaie courante dans les villes en développement rapide, où une grande partie de la population vit dans des établissements informels, ce qui entraîne souvent des expulsions et des déplacements ou des conditions invivables en raison de l'absence de services publics. Les questions d'équité entre les genres sont au cœur de cette problématique.

Formation à la résolution de conflits pour les parties prenantes des gouvernements locaux

ACCORD, en partenariat avec Cités et Gouvernements Locaux Unis — Afrique (CGLU-Afrique), a organisé deux formations de trois heures pour les parties prenantes des gouvernements locaux au sein du réseau CGLU-Afrique via Zoom. La formation visait à approfondir la connaissance et la compréhension des compétences de gestion des conflits, en particulier l'analyse des conflits, la négociation et la médiation, comme un moyen de renforcer la capacité des parties prenantes des gouvernements locaux à gérer les conflits. Elle a permis de découvrir comment mener une analyse de conflit, en décrivant les caractéristiques des différents types de conflits et comment les analyser de manière adéquate, ce qui constitue la base sur laquelle construire les interventions. Elle a illustré le rôle d'un médiateur et les différents outils à utiliser dans la gestion des conflits, y compris les étapes de la médiation : la phase préparatoire, la phase de médiation et la phase post-accord.

Donner aux villes et aux gouvernements locaux les compétences et les connaissances nécessaires pour gérer les conflits est une mesure proactive qui soutiendra leurs efforts pour prévenir et atténuer les conflits qui peuvent survenir dans ces environnements urbains de plus en plus densément peuplés. Le rythme rapide de l'urbanisation peut contribuer à la perturbation des intérêts établis et des équilibres de pouvoir. Elle modifie l'économie politique et la géographie économique d'une société en déplaçant le pouvoir des forces rurales, souvent agraires, vers les acteurs industriels, commerciaux et urbains, perturbant ainsi les institutions sociales établies et modifiant les identités. Inévitablement, ces changements socio-économiques et politiques sont contestés, et cette contestation peut engendrer des conflits, notamment sur la manière dont la ville et ceux et celles qui y vivent doivent être gouvernés.[17]

4. **S'appuyer sur les forces existantes pour améliorer les services publics en prêtant attention aux populations mal desservies. Dans les pays du Sud, les gouvernements locaux ont du mal à fournir des services essentiels (eau, égouts, police, protection contre les incendies, éducation, soins de santé) tout en s'efforçant de résoudre les problèmes de titres fonciers.**

Négocier les services publics dans les quartiers informels

« Connaissez votre ville » est une campagne mondiale de Slum Dwellers International (SDI), Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique) et Cities Alliance.

[17] Savannah Wilmott, *Keeping it local: Strengthening Conflict Management Capacity in Local Government,* 21 mai 2021. https://www.accord.org.za/news/keeping-it-local-strengthening-conflict-management-capacity-in-local-government/

Partout dans le monde, les habitant·e·s des bidonvilles collectent des données et des informations sur les établissements informels à l'échelle de la ville. Ce travail crée des systèmes de connaissance alternatifs qui sont la propriété des communautés et sont devenus la base d'un argument social et politique unique qui soutient une voix informée et unie des pauvres en milieu urbain. Les bases de données de SDI sont devenus les plus grands recueils de données sur les établissements informels dans le monde et la première manière de s'informer pour les chercheurs, les décideurs politiques, les gouvernements locaux et les gouvernements nationaux. Plus de 7 000 bidonvilles dans 224 villes sont répertoriés.[18]

La ville solidaire, Ciudad Bolívar, Bogota, Colombie

Ciudad Bolívar, un quartier informel consolidé de Bogota occupé pour la première fois

au milieu du XXe siècle, abrite aujourd'hui plus d'un demi-million de résident·e·s à faibles revenus. Il occupe des zones de collines escarpées dans le sud de la ville. Avant la construction du Transmicable de 3,3 km, les déplacements entre le quartier et le reste de la ville prenaient des heures, au lieu de 15 minutes aujourd'hui. Cette mobilité accrue a permis davantage de possibilités d'emploi à l'intérieur et à l'extérieur du quartier. Cependant, le faible niveau d'éducation et le manque de structures de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées ont empêché de nombreuses personnes, en particulier les femmes, de trouver un emploi. En réponse, la maire actuelle, Claudia Lopez, a initié une réorganisation de l'infrastructure de la ville guidée par un concept de vision féministe : les blocs de soins de quartier (sistema distrital ciudado) qui offrent des formations, des garderies pour les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, associées à des modules de formation avancée et d'autres services à l'échelle du pâté de maison ou à 15-20 minutes de marche (rayon de 800 m). L'idée de communauté bienveillante va bien au-delà de ces services, puisqu'elle prévoit la création de nouvelles écoles, des activités enrichissantes pour les enfants, les femmes et les hommes, notamment une « école pour les hommes », dont le programme porte sur les questions domestiques. Enfin, pour susciter la fierté de la communauté, la ville a parrainé un musée de l'informalité qui documente l'histoire du quartier, en particulier sa lutte pour sa reconnaissance, ainsi qu'une vision artistique, les ménages repeignant leurs maisons pour égayer le quartier, comme on peut le voir sur l'image de gauche.

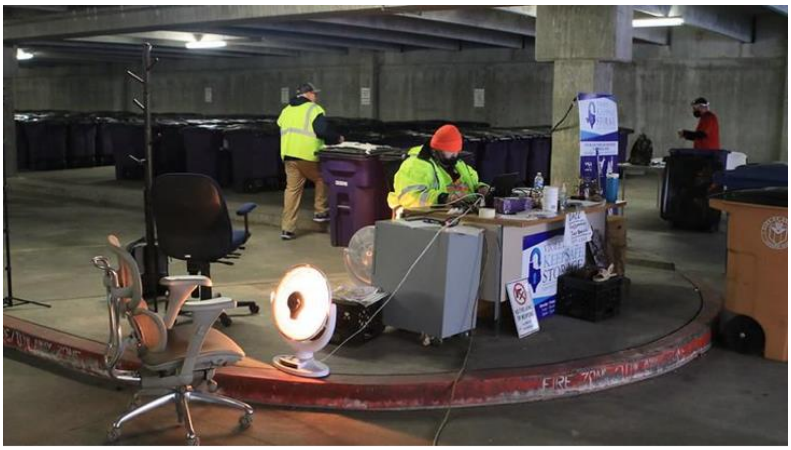
https://bogota.gov.co/en/international/latin-americas-first-care-block-starts-ciudad-bolivar
https://colombiacorners.com/bogota-day-trip-to-ciudad-bolivar/

[18] SDI https://sdinet.org/explore-our-data/

https://newcities.org/wellbeing-bogota-bibiana-aido-almagro/
https://www.citiesforglobalhealth.org/initiative/bogotas-district-care-system-sistema-distrital-de-cuidado

Engagement des personnes sans domicile fixe pour améliorer les services à Austin, Texas, États-Unis

De nombreuses personnes sans domicile fixe se retrouvent dans un cercle vicieux de refuges d'urgence, de systèmes judiciaires et de services d'urgence. Afin de briser ce cycle, la ville d'Austin, dans le cadre de son plan d'action OGP 2018, s'engage auprès de la communauté pour rendre ses services plus réactifs. En conséquance, la ville a été en mesure de rendre plus réactive la fourniture de services tels que le stockage, la santé et le placement professionnel à la communauté.



Principe 2: engagement des résident·e·s à participer activement et à accepter un leadership multipartite dans la vie civique, pour faire progresser et améliorer une action collective convenue.

1. **Exercer les responsabilités des résident·e·s. Dans une démocratie, les résident·e·s ont la responsabilité fondamentale d'observer la loi, de participer aux élections, de respecter les opinions d'autrui et d'autres devoirs spécifiés dans le contexte de leur administration locale (par exemple, faire partie d'un jury, payer des impôts ou des taxes).**

Taux de participation électorale à Prague après l'introduction du budget participatif

En 2020, deux universitaires ont publié les résultats de leur étude pluriannuelle portant sur 48 municipalités tchèques et visant à déterminer si le budget participatif augmentait la participation des électeurs. Ils ont constaté que le budget total alloué à la prise de décision participative était plus élevé et que la taille de la ville était également un facteur déterminant de cette augmentation, toutes ces leçons devant être approfondies par des études qualitatives supplémentaires.

https://www.researchgate.net/profile/Juraj-Nemec/publication/345356530_Welfare_Co-Production_Hungarian_and_Slovak_Reality/links/6035372fa6fdcc37a8495dba/Welfare-Co-Production-Hungarian-and-Slovak-Reality.pdf#page=111

2. **Former et éduquer les dirigeant·s actuel·l·e·s et futurs aux responsabilités civiques. La confiance dans le gouvernement augmente lorsque les électeurs·trices comprennent « comment, quoi et quand » ils peuvent participer à la détermination des politiques et des programmes publics et qu'ils profitent ensuite de ces conditions. La participation à la prise de décision passe donc par l'éducation et la formation, en commençant par l'éducation civique, puis en passant à la participation et aux rôles de leadership des résident·e·s, en particulier des jeunes.**

Werkstadt Junges Wien

De février à avril 2019, la ville de Vienne a parrainé 1 300 ateliers auxquels ont participé 22 000 enfants (âgés de 4 à 19 ans) axés sur leurs réponses à plusieurs questions : qu'est-ce qui fonctionne bien ou non à Vienne ? Quels sont les problèmes les plus urgents de la ville ? Dans quel type de Vienne voudriez-vous vivre ? Les réponses recueillies ont donné lieu à une stratégie pour l'enfance et la jeunesse de Vienne 2020-2025 en neuf points, actuellement mise en œuvre. L'objectif de cet exercice était d'apprendre qu'ils pouvaient influer sur les politiques publiques de manière tangible.https://www.advantageaustria.org/cn/news/Vienna_Wins_Guangzhou_Award_Again_.en.html

Open Eskola, Pays basque, Espagne

Un gouvernement ouvert et des résident·e·s engagé·e·s sont nécessaires pour accroître la confiance. Cependant, un manque de culture participative dans la gouvernance publique peut saper ces efforts. C'est pourquoi le Pays basque s'est engagé, dans le cadre de son plan d'action local 2018 du PGO, à développer un modèle d'école ouverte pour les citoyen·n·e·s, qui, entre autres, devrait favoriser l'apprentissage et la motivation en vue de la participation et de la coresponsabilité des résident·e·s dans les affaires publiques et développera les compétences et les attitudes nécessaires à la délibération par toutes les parties prenantes.

Bourse Mandela Washington pour jeunes leaders africains, États-Unis

Le département d'État finance quelque 700 jeunes professionnels âgés de 25 à 35 ans, sélectionnés sur concours, pour suivre des cours sur le commerce, l'engagement civique ou la gestion publique proposés par 27 universités du pays. Ils se réunissent ensuite à Washington pour un sommet de la jeunesse. Cent d'entre eux restent pour quatre semaines supplémentaires de cours de développement professionnel. De retour chez eux, ils peuvent poursuivre leur apprentissage grâce à 21 cours en ligne.
https://exchanges.state.gov/non-us/program/mandela-washington-fellowship-young-african-leaders

Principe 3. **Tous les pays décident de la manière de répartir les pouvoirs et les responsabilités. Un principe directeur important est celui de la subsidiarité, selon lequel les fonctions qui sont exécutées efficacement par un gouvernement subordonné ou local leur appartiennent davantage qu'à un niveau supérieur de gouvernement. C'est le fondement des nombreux efforts de décentralisation déployés dans le monde au cours des dernières décennies. : « La décentralisation transfère l'autorité et la responsabilité des principales fonctions gouvernementales du gouvernement central aux gouvernements sous-nationaux, y compris les gouvernements locaux, la société civile et le secteur privé. »[19]. Une dimension essentielle de toute politique de décentralisation est l'articulation claire des obligations, pouvoirs et ressources associés pour entreprendre les tâches assignées.**

Types de décentralisation et caractéristiques de subsidiarité associées

« La **décentralisation politique** transfère les pouvoirs politiques et législatifs des gouvernements centraux à des assemblées autonomes de niveau inférieur et à des conseils locaux qui ont été démocratiquement élus par leurs électeurs.

- Pour être efficace, il faut des élections régulières, des juridictions et des pouvoirs clairement définis, et un espace juridique, politique et fonctionnel approprié.

La **décentralisation administrative** place les responsabilités de planification et de mise en œuvre entre les mains de fonctionnaires situés localement. Ces fonctionnaires locaux sont sous la juridiction de gouvernements locaux élus.

- Pour être efficace, il faut être capable de prendre des décisions indépendantes en matière de personnel et être capable de négocier les conditions de service (bien que le centre puisse conserver un rôle utile dans la formation).

La **décentralisation fiscale** accorde une autonomie substantielle en matière de recettes et de dépenses aux gouvernements locaux, y compris le pouvoir de lever des impôts et des redevances d'utilisation.

- Pour être efficace, elle nécessite de lier le plaisir de dépenser à la douleur de générer des recettes, d'accroître l'autonomie des recettes, de renforcer les capacités d'analyse des données pour les décisions budgétaires et d'établir des contrôles fiduciaires appropriés. »
-

https://www.worldbank.org/en/topic/communitydrivendevelopment/brief/Decentralization

[19] Banque mondiale, 2013

Recommandations pour un nouveau contrat social visant à rétablir la confiance

Il est impératif de forger un nouveau contrat social, afin de permettre aux gouvernements d'être plus dignes de confiance et d'accroître la confiance entre les institutions publiques et les citoyen·n·e·s. Comprendre les moteurs de la confiance est une entreprise complexe, mais il existe un consensus général sur le fait que la confiance dans les institutions publiques dépend de la compétence perçue des institutions ainsi que de leurs valeurs et de leurs communications. Les communautés ont besoin de voir que leurs gouvernements sont sensibles à leurs besoins. En d'autres termes, les personnes accordent une plus grande confiance aux gouvernements qui s'acquittent de leur mandat (réactivité) et le font de manière cohérente en anticipant les besoins et le contexte de la société (fiabilité). En outre, les personnes accordent une plus grande confiance aux gouvernements qui font preuve de valeurs spécifiques dans la manière dont les décisions sont prises, telles que l'intégrité, l'ouverture et l'équité[20]. Ces deux moteurs de la confiance, la compétence et les valeurs, créent un cercle vertueux dans la mesure où les institutions publiques qui sont ouvertes et agissent avec équité et intégrité ont tendance à être plus réactives et plus fiables.

En utilisant ce cadre comme guide, nous pouvons identifier des actions pratiques et mesurables pour restaurer la confiance dans les institutions publiques. Comme toute recommandation, celles qui suivent ne sont pas la panacée et doivent être associées à des changements crédibles et à long terme dans la manière dont les gouvernements, les citoyen·n·e·s, les entreprises et les médias se comportent les uns envers les autres. Toutefois, les recommandations suivantes constituent un tremplin fondamental pour établir un nouveau contrat social et restaurer la confiance.

1. **Faire participer les personnes à la résolution des problèmes et à l'élaboration des politiques**

- Établir des espaces permanents de dialogue social ainsi que des mécanismes permettant d'engager les résident·e·s et les institutions gouvernementales à identifier conjointement les problèmes et les solutions potentiels (conseils consultatifs citoyens, pétitions, cogestion des services publics avec les travailleurs et les syndicats, etc.), en tenant compte des processus existants de démocratie représentative.
- Permettre des mécanismes participatifs dans le processus de budgétisation et de gestion des finances publiques, par le biais de la budgétisation participative par exemple.[21]
- Exiger des autorités publiques qu'elles organisent des processus d'engagement participatif ou délibératif dans certaines conditions, par exemple lorsque les décideurs disposent d'informations limitées sur les expériences d'une politique,

[20] OCDE, 2017. *Trust and Public Policy: How Better Governance Can Help Rebuild Public Trust,* Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions de l'OCDE, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/9789264268920-e
[21] Kumagai, S. & Iorio, F.. 2020. *Building Trust in Government through Citizen Engagement*. Banque mondiale, Washington, DC. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33346

ou lorsqu'une décision implique des questions complexes, des croyances contradictoires ou nécessite un compromis qui bénéficierait de l'implication de personnes extérieures au gouvernement.[22]

2. Strengthen social inclusion Renforcer l'inclusion sociale

- Promouvoir l'engagement des groupes sous-représentés dans le processus de décision publique et intégrer leur point de vue dans l'identification des problèmes et des solutions politiques.
- Veiller à ce que les infrastructures et les services publics répondent aux besoins des différents groupes de la société, en particulier ceux qui visent l'inclusion socio-économique, par exemple en veillant à ce que les informations publiques soient accessibles aux personnes souffrant de différents handicaps ou en mettant en place des processus de consultation des citoyen·n·e·s sur l'inclusion.
- Encourager le leadership représentant diverses opinions et origines en créant des espaces pour que les jeunes leaders issus de la diversité puissent participer et acquérir de l'expérience en s'engageant dans la politique publique et la vie politique.[23]

3. Améliorer la prestation de services en utilisant une approche de conception centrée sur l'utilisateur

- Faire participer les résident·e·s afin de recueillir les commentaires directs des utilisateurs des programmes et des services pour mieux comprendre leurs besoins et identifier les obstacles à l'accès.
- Utiliser les nouvelles technologies pour répondre plus efficacement aux besoins des utilisateurs et réduire les formalités administratives inutiles.[24]
- S'assurer que les ressources sont disponibles pour que l'engagement avec les habitant·e·s soit adéquat et que les améliorations des services centrés sur l'utilisateur soient faites rapidement et efficacement.[25]

4. Promote democratic freedoms for a healthy civic dialogue

- Protéger la liberté d'expression et lutter contre les menaces qui pèsent sur les journalistes, les blogueurs et les militant·e·s.
- S'attaquer aux principales contraintes pesant sur la société civile en garantissant un cadre juridique, politique et institutionnel équitable et efficace, nécessaire aux acteurs non gouvernementaux pour accéder à l'information, s'exprimer, s'associer, s'organiser et participer à la vie publique.

[22] OCDE (2020), Innovative Citizen Participation and New Democratic Institutions: Catching the Deliberative Wave, Éditions de l'OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/339306da-en, Involve (n.d.), .), L'engagement public délibératif. https://www.involve.org.uk/resources/knowledge-base/what/deliberative-public-engagement

[23] Lord, K. M. (2019), Six Ways to Repair Declining Social Trust. *Stanford Social Innovation Review*. https://doi.org/10.48558/60R4-F118

[24] Hwang, S. & Goger, A. (2022, 12 janvier) What to restore trust in government? Start with customer experience. The Avenue. Brookings, Washington DC, https://www.brookings.edu/blog/the-avenue/2022/01/12/want-to-restore-trust-in-government-start-with-customer-experience/

[25] Ibid.

- Contrer la désinformation en favorisant la diffusion d'informations exactes, tout en évitant les mesures punitives qui pourraient conduire à la censure.[26]

5. Transparence et accès aux informations utiles et aux données désagrégées

- Veiller à la bonne application de la législation sur le droit à l'information — par exemple en assurant une bonne tenue des dossiers et des réponses rapides aux demandes d'information — et s'attaquer aux contraintes en matière d'accessibilité et d'utilisabilité des informations en garantissant des ressources adéquates, la qualité des données et en prévenant les obstacles techniques.
- Adopter et mettre en œuvre une stratégie de données ouvertes qui améliorera l'accessibilité, la facilité d'utilisation et l'interopérabilité des données gouvernementales.
- Adopter et mettre en œuvre une politique ouverte par défaut et établir des critères et des mécanismes clairs pour les exceptions.

6. Assurer la justice et la responsabilité

- Briser le cycle de l'impunité par une application efficace de la loi, l'amélioration de la gestion financière et de l'audit, l'identification et la sanction des comportements inacceptables des fonctionnaires, la publication des audits et des dossiers de conformité et la mise en place de mécanismes efficaces de plaintes du public.[27]
- Chercher à responsabiliser les fonctionnaires en rendant plus ouvertes les institutions assurant l''équilibre des pouvoirs, pour qu'elles puissent remplir leur mandat, par exemple en rendant plus transparentes et ouvertes à la participation les procédures du conseil, les travaux internes et les décisions.
- Renforcer l'accès à la justice pour permettre aux personnes de chercher des recours pour les différends et les préjudices, notamment en améliorant le suivi et l'évaluation de la prestation de services liés à la justice. Il faudrait également donner aux pauvres et aux marginalisés les moyens de chercher une réponse et des recours contre les injustices et améliorer la protection juridique, la sensibilisation juridique et l'aide juridique, tout en permettant la surveillance de la société civile.[28]

7. Établir une voie crédible pour l'avenir

Aucune de ces recommandations n'aura d'effet sur le rétablissement de la confiance si les gouvernements, les entreprises, les syndicats, les organisations de la société civile et les citoyen·n·e·s ne s'engagent pas sincèrement à modifier leurs politiques, leurs pratiques et leurs modes de vie[29]. Les plateformes internationales telles que CGLU et le Partenariat pour un gouvernement ouvert peuvent servir à démontrer l'engagement et l'action envers ces valeurs et

[26] OGP (2021). Actions to Protect and Enhance Civic Space. *OGP Blog*. https://www.opengovpartnership.org/actions-for-a-secure-and-open-civic-space/
[27] Lord, K. M. (2019),op. cit.
[28] ONU. (n.d.) L'accès à la justice.. https://www.un.org/ruleoflaw/thematic-areas/access-to-justice-and-rule-of-law-institutions/access-to-justice/
[29] Lord, K. M. (2019), op. cit.

pratiques, partager les bons exemples et démontrer qu'il est possible d'avoir des institutions dignes de confiance et ainsi renouveler la confiance.

La voie à suivre

Pour aller de l'avant, nous nous tournons vers nos gouvernements locaux pour leur demander de partager la mise en œuvre de plusieurs initiatives, basées sur la discussion des défis, les principes d'un environnement favorable réussi et les recommandations énoncées ci-dessus.

Le premier projet se concentre sur la rédaction d'un nouveau contrat social fondé sur la confiance et le gouvernement local, les autres suivent. L'objectif de cet accord est de renforcer l'inclusion sociale, de garantir la justice et la responsabilité, de soutenir la fourniture efficace et équitable de services publics, et de protéger et d'améliorer la qualité de vie des résident·e·s tout en les préparant à participer à la résolution des défis mondiaux tels que le développement urbain durable, le changement climatique et l'inégalité. L'objectif est également de produire un accord adapté aux besoins du 21e siècle, qui intègre les préoccupations actuelles et futures.

Les premières étapes sont les suivantes :

1. **Rédiger un projet de nouveau contrat social pour rétablir la confiance dans le gouvernement local.**
    a. Élaborer une déclaration simple et brève reprenant les droits et les responsabilités de toutes les parties et englobant les recommandations.
    b. Intégrer les objectifs convenus pour l'éradication de la pauvreté et des inégalités, de soutien à la prospérité économique pour tou·t·e·s, de protection et de promotion d'un meilleur environnement. Ajouter des considérations sur de nouveaux domaines d'activité tels que les disparités en matière de santé, la préparation aux situations d'urgence, l'utilisation de la technologie, les mesures de progrès vers un développement urbain durable, et d'autres encore, en veillant à ne laisser personne pour compte.
    c. Refléter la diversité des résident·e·s et être réellement accessible aux personnes ayant des besoins particuliers.
    d. Lien vers le Pacte de CGLU pour l'avenir de l'humanité.

2. **Travailler avec les principaux réseaux de la ville — officiels et résidentiels — pour élaborer un code ou un manuel sur les responsabilités et les droits réciproques des autorités locales et des résident·e·s dans le cadre d'un nouveau contrat social. Les suggestions pourraient couvrir des idées et des exemples sur la façon de :**
    a. Démontrer les responsabilités et les droits de toutes les parties et discutez des détails des recommandations énoncées ci-dessus.

b. Discuter des sujets de préoccupation sur lesquels les gouvernements locaux et les résident·e·s peuvent s'associer.
c. Énumérer les espaces civiques dans lesquels l'engagement peut avoir lieu.
d. Promouvoir la formation continue et le renforcement des capacités des fonctionnaires et des résident·e·s, en accordant une attention particulière aux points suivants.

3. **Mettre en place un programme de reconnaissance pour les régions et les personnes qui atteignent les objectifs du nouveau contrat social pour reconstruire la confiance envers le gouvernement local.**
   Travailler avec les outils de CGLU pour mettre en œuvre cette idée.

4. **Soutenir la recherche sur l'évaluation et diffuser les meilleures pratiques illustrant la mise en œuvre du nouveau contrat social visant à rétablir la confiance envers le gouvernement local**
   Développer une composante de connaissance pour diffuser ces idées dans les forums mondiaux, notamment le Congrès de CGLU, les réunions des Nations Unies (FUM, COP, etc.)), les groupes d'engagement urbain du G-7, du G-20, d'autres réseaux de villes.

5. **Par l'intermédiaire de la Global Taskforce, établir une plateforme interactive sur le Web pour annoncer, mobiliser des participant·e·s et leurs idées et suivre les progrès de ces activités. Canaliser les résultats vers des réunions internationales, en se concentrant particulièrement sur le Sommet de l'ONU sur l'avenir.**

#UCLGcongress

daejeon2022.uclg.org

UCLG CGLU

LOCAL 4 ACTION HUB by UCLG